

Pourquoi il ne faut pas céder à Trump : la leçon du 6 janvier



AUTEUR	Rick Perlstein
IMAGE	Trump, le président du 6 janvier. © Tundra Studio
DATE	6 janvier 2026

Cinq ans après, l'homme de l'assaut du Capitole est président des États-Unis.

On connaît maintenant sa géopolitique – mais pour nous préparer à ce qui nous attend, il faut aussi regarder en face la politique de la terreur qu'il est en train de créer aux États-Unis.

Emmanuel Kant définissait les Lumières comme « *des Ausgang des Menschen aus seiner selbst verscheuldeten Unmündigkeit* » – la sortie de l’humanité de son état d’immaturité auto-imposé.

Mon livre *The Invisible Bridge : The Fall of Nixon and the Rise of Reagan* (2014) ambitionnait de raconter une histoire à partir de la phrase de Kant.

Une période d’interrègne étrange dans les années 1970 où, après les traumatismes du Watergate, du Vietnam et de la perte de sa capacité à dominer économiquement le monde, les États-Unis d’Amérique avaient lutté pour évoluer vers l’état de sortie d’immaturité décrit par Kant, en finissant par se comprendre comme une nation parmi d’autres, imparfaite comme toutes les autres, pour vivre dans la réalité et plus dans le fantasme – puis l’arrêt brutal de ce mouvement dans les flatteries infantilisantes de Ronald Reagan.

Pour introduire cette thématique, j’avais mis en épigraphe de mon livre une chose que nul autre que Nikita Khrouchtchev avait conseillé à Richard Nixon : « Si les gens pensent qu’il y a une rivière invisible, ne leur dites pas qu’elle n’existe pas. Construisez un pont invisible. »

Le moment que nous traversons est fascinant car il nous rappelle que, quel que soit le pays que l’on gouverne – une nation prétendument démocratique ou non – l’habileté à construire et à entretenir des fantasmes reste l’un des outils les plus puissants à la disposition du politique.



Des agents de la police de l'État de l'Illinois affrontent des manifestants près du centre de détention de l'agence américaine de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) décrite par Rick Perlstein à Broadview le vendredi 17 octobre 2025. © Ashlee Rezin/Chicago Sun-Times via AP



« Dans ce centre, il y a deux pièces. L'une peut accueillir une cinquantaine d'hommes, l'autre une cinquantaine de femmes — pas de lits, pas de chaises, un sol en béton. » (image © Ashlee Rezin/Chicago Sun-Times via AP)

Vladimir Poutine, par exemple, est passé maître en la matière.

Ian Garner évoquait récemment une campagne IA sur les réseaux sociaux ayant pour but de persuader le public que la ville de Marioupol – que la Russie a rayée de la carte en détruisant 85 % des bâtiments – était désormais une métropole florissante que les célébrités russes visitaient pour découvrir le meilleur des mondes que Poutine est en train de construire dans l'Ukraine annexée.

Donald Trump est de la même trempe.

L'exemple le plus effrayant de son usage politique des fantasmes est la façon dont il a persuadé son public que les États-Unis seraient victimes d'une « invasion » de familles immigrées – venant de pays comme le Venezuela et le Mexique à la recherche d'un avenir meilleur.

L'homme qui ordonné le 3 janvier dernier les frappes sur Caracas et l'enlèvement de Maduro utilise le mot « invasion » au sens littéral, dans son acception militaire, comme un outil permettant de déployer les pouvoirs de guerre réservés dans la Constitution pour les cas où les États-Unis seraient envahis.

L'écrivain chilien Benjamin Labatut a dit quelque part que l'anglais était une langue très directe.

Qu'on me pardonne, par avance, mon franc-parler.

Lorsqu'il s'agit de réfléchir à la question des récits dans les périodes d'intense transformation, ma boussole reste George Orwell.

Orwell écrit qu'il n'y a rien de plus difficile au monde que de voir ce qui se trouve juste sous son nez.

Pour y parvenir, nous dit-il, il faut commencer par consigner les faits.

Il me semble que l'Europe n'a pas pris toute la mesure de la puissance prise aujourd'hui par la police secrète fédérale qui, sur ordre de Trump, a envahi ma ville de Chicago à l'automne dernier.

Sur ce continent, certains croient penser qu'il y aurait un avantage à « apaiser » cet homme – tout comme « l'apaisement » face à l'annexion des Sudètes par Hitler a invariablement conduit à son invasion de la Pologne.



À l'aide de barricades de fortune et de leurs corps, des manifestants new yorkais tentent de bloquer les fourgons des agents de l'ICE alors qu'ils se préparaient à mener une descente sur Canal Street à New York, le 29 novembre 2025. © Carol Guzy/ZUMA Press Wire

À six kilomètres de chez moi, dans une ville appelée Evanston, se trouve un groupe scolaire dont une école primaire qui accueille des enfants dès l'âge de six ans.

La police secrète a débarqué dans le quartier, c'était Halloween – un jour où les enfants se déguisent et font du porte-à-porte pour demander des bonbons.

Face aux hommes armés et masqués de l'agence des douanes et de la police des frontières – les groupes du glaçant acronyme ICE – les passants sur la voie publique très fréquentée et les gens qui sortaient de chez eux ont fait ce que tous les habitants de Chicago font désormais lorsqu'ils voient la police secrète : ils ont sorti leurs sifflets – nous en avons tous sur nous maintenant ^① – et ils klaxonné pour alerter les alentours.

L'une des habitantes de ce quartier de banlieue qui se trouvait là ce jour-là a livré un témoignage qu'il faut connaître.

Jennifer Moriarty est une avocate ordinaire. Elle représente en général des compagnies d'assurance dans des affaires d'accidents.

Interviewée par Daniel Biss, le maire d'Evanston, elle raconte :

« Il y avait des gens à vélo. Ils étaient dans la rue et faisaient le plus de bruit possible avec leurs sifflets. Tout le monde est sorti de sa voiture. En

m'approchant avec mon téléphone portable, j'ai vu une jeune femme face contre terre, avec des agents sur elle. Au moment où je me suis approchée d'elle, un agent m'a attrapée par le cou, m'a repoussée et m'a jetée à terre. Il était au-dessus de moi. Puis un jeune homme est arrivé. »

Que faisait-elle avant l'accident ? Elle manifestait – conformément aux idéaux américains – et elle s'apprêtait à filmer les actions des policiers – comme le permet la loi américaine.

Son dialogue avec le Maire d'Evanston continue :

– Je n'ai même pas eu le temps d'appuyer sur le bouton d'enregistrement pour lancer la vidéo qu'il m'avait attrapée par le cou et jetée contre terre. »

– Vous avez donc été agressée pour avoir exprimé une opinion différente de la leur ?

– Absolument. Tout à fait. Pour la simple raison que j'étais membre d'une communauté qui était en état d'alerte.

Elle explique ensuite comment les agents d'ICE ont littéralement provoqué un accident de voiture dans cette rue très fréquentée où il y avait des enfants partout, ont attrapé la conductrice d'une des voitures et l'ont forcée à monter dans l'un de leurs véhicules banalisés.

Elle a réussi à se glisser sur la banquette arrière et à ouvrir la porte de l'autre côté, puis à sortir avec l'aide d'un autre membre formidable de la communauté.

L'agent – que j'appellerai « le roux » – qui était le plus violent de tous, qui a sorti son arme à plusieurs reprises et l'a pointée sur le visage des membres de la communauté, a tenté de pulvériser du gaz lacrymogène sur plusieurs personnes.

Il a couru et l'a plaquée à nouveau.

Ils m'ont fait monter dans la voiture. Ils l'ont remise sur le siège passager.

Pendant tout ce temps, ils continuaient à frapper ce jeune homme à l'extérieur de la fenêtre de la voiture.



La police du département de la Sécurité intérieure tire des gaz lacrymogènes sur les manifestants près du siège de l'ICE à Portland, le 16 août 2016. © John Rudoff/Sipa USA



« Pour parler des migrants, l'homme qui ordonné le 3 janvier dernier les frappes sur Caracas et l'enlèvement de Maduro utilise le mot « invasion » au sens littéral, dans son acception militaire. » (image © John Rudoff/Sipa USA)

Dans la suite de son récit, ces deux détenus – l'un arrêté sans mandat et l'autre simple observateur innocent – ont été contraints d'accompagner les

agents dans leur chasse à d'autres personnes à arrêter, roulant à contresens dans des rues à sens unique, fonçant dans des ruelles...

Partout où ils allaient, ils étaient pris d'assaut par des citoyens ordinaires qui cherchaient à empêcher d'autres enlèvements.

Cela représente un défi ouvert extraordinaire à l'application de la loi fédérale.

Pour comprendre pourquoi cela se produit, il est utile de replacer les choses dans leur contexte.

La Cour suprême des États-Unis a statué que cette police secrète pouvait arrêter qui elle voulait – sans mandat ni motif valable, simplement en se basant sur leur apparence, leur tenue vestimentaire, leur profession et leur localisation, dans le cadre de ce qui est désormais connu sous le nom de « Kavanaugh Stops », d'après la décision rédigée par le juge Brett Kavanaugh ^②.

Les personnes enlevées de cette manière dans la région de Chicago sont ensuite emmenées dans un centre sans fenêtres géré par les services d'immigration et des douanes des États-Unis, situé dans une banlieue assez éloignée appelée Broadview.

Jusqu'à récemment, les détenus n'avaient pas pu témoigner de leur expérience, nous n'avions aucune idée de ce qui se passait à l'intérieur de ce centre. C'était une « boîte noire ».

Mais maintenant, nous savons ^③.

Dans ce centre, il y a deux pièces. L'une peut accueillir une cinquantaine d'hommes, l'autre une cinquantaine de femmes – pas de lits, pas de chaises, un sol en béton.

Le centre a été conçu pour accueillir des personnes pendant quelques heures au maximum, mais il a fini par retenir des détenus pendant deux semaines.



Agents de police du DHS au centre de détention métropolitain de Los Angeles, le 1er septembre 2025 lors de manifestation contre les rafles de l'ICE. © Ted Soqui/Sipa News Photo

Nous avons une idée de la taille de ces pièces : elles ne sont pas assez grandes pour que tout le monde puisse être allongé par terre en même temps.

Dans chaque pièce, il y a une toilette – non privative, ouverte.

Il n'y a pas de douches.

Les détenus ne reçoivent de l'eau que deux ou trois fois par jour. Toute demande supplémentaire est ignorée.

Il n'y a ni savon, ni papier toilette, ni brosses à dents, ni dentifrice.

Nous avons des preuves que des personnes ont été battues.

Beaucoup se trouvent en situation régulière aux États-Unis et pourraient être libérés.

D'autres se sont vu présenter des documents délibérément mal traduits pour leur faire croire qu'ils signaient leur libération – alors qu'ils autorisaient en réalité leur « auto-expulsion ».

Certaines personnes, arrivées ici lorsqu'elles étaient enfants, mais dont la présence aux États-Unis n'est pas correctement documentée, pourraient être expulsées vers des pays où elles ne sont pas allées depuis des décennies. Certaines ne parlent même pas espagnol.

D'autres sont peut-être des demandeurs d'asile qui affirment risquer la mort s'ils sont renvoyés dans leur pays d'origine.

S'ils ont un casier judiciaire, même s'ils ont payé leur dette à la société, ils pourraient être envoyés pour une durée indéterminée « disparaître » dans un camp de détention militaire secret à ciel ouvert dans les forêts du Ghana.

Leurs familles et leurs avocats ne sauront peut-être jamais où ils se trouvent.

« Presque tous », selon le *New Yorker*, « avaient obtenu des mesures de protection juridique qui empêchaient le gouvernement de les expulser vers leur pays d'origine », violant ainsi « l'un des concepts les plus fondamentaux et sacro-saints du droit américain et international », à savoir que « nul pays ne doit expulser ou renvoyer intentionnellement des personnes vers un endroit où elles risquent d'être torturées, persécutées, tuées ou de subir d'autres préjudices graves » ^④.



Une ligne d'agents de la police de l'État de l'Illinois avance vers les manifestants pour les repousser de la 25e rue vers la « zone de libre expression » située près du centre de détention de l'ICE à Broadview, dans l'Illinois, le 4 octobre 2025. © Chris Riha/ZUMA Press Wire



Les manifestations contre l'opération « Midway Blitz » du département de la Sécurité intérieure s'opposent à la présence des agents fédéraux, aux détentions et à l'usage excessif de la force dans la région de Chicago. © Chris Riha/ZUMA Press Wire

Le témoignage de Jennifer Moriarty sur ce qui lui est arrivé ensuite a quant à lui permis de lever le voile sur une autre boîte noire.

Après un trajet éprouvant de plusieurs heures à côté des agents masqués de la police secrète, au cours duquel elle a été menacée à trois reprises d'être aspergée de gaz lacrymogène dans la voiture, elle a été emmenée dans un bâtiment du FBI situé à une vingtaine de kilomètres de là et enchaînée à une barre.

On lui a dit qu'elle n'était pas en état d'arrestation, mais simplement « détenue ».

Après un certain temps, on lui a dit qu'elle était libre de partir.

Aucun acte d'accusation, aucune formalité – rien.

Cette campagne violente d'enlèvements par la police secrète, qui selon l'ONG Human Rights Watch « viole les droits humains à grande échelle », a commencé cet été après que le chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche a annoncé que l'administration allait « libérer Los Angeles de l'invasion des migrants »⁵.

Elle s'est étendue à Chicago, puis à Charlotte, en Caroline du Nord, puis à La Nouvelle-Orléans, où des brigades non violentes inspirées du modèle de Chicago se sont formées pour y résister dans chaque nouvelle ville.

À Grand Rapids, dans le Michigan, la police a arrêté face caméra des manifestants qui protestaient contre l'intervention américaine au Venezuela ^⑥.

Tout cela est en train de se passer sous nos yeux.

En l'absence d'une résistance farouche, la situation va empirer.

J'ai un message pour l'Europe : ne cédez pas à cet homme.

Ne cédez pas à cet homme.

SOURCES

- ① « Whistles take over Chicago as the small, inexpensive device becomes a popular way to alert of ICE activity », Chicago Tribune, 20 octobre 2025. ↑
- ② Cour suprême des États-Unis, Noem v. Vasquez Perdomo (606 U.S. ____), 2025. ↑
- ③ « Judge Orders ICE to clean up conditions in facility that's 'become a prison' ; Ruling follows hours of testimony from former detainees who couldn't speak to lawyers », Capital News Illinois, 6 novembre 2025. ↑
- ④ Sarah Stillman, « Disappeared To a Foreign Prison », The New Yorker, 2 novembre 2025. ↑
- ⑤ « ICE Abuses in Los Angeles Set Stage for Other Cities », Human Rights Watch, 4 novembre 2025. ↑
- ⑥ La vidéo est disponible ici. ↑